

CARACOL



p.4 Projet politique et limites des AMAP

p.6 DEFRICHAGE: la PAC, une politique...agricole ?

p.10 Le potager Collectif des Lentillères

p.12 Le Tour « Despaysant »

p.14 FOCUS: Jardins urbains

p.16 REGARDE AILLEURS: Autonomisation paysanne et mouvement social au Mexique

CARACOL N°0



Plume, graphisme, photos,
coups de main, relectures
& décapsulage de bières

Julia Bessin, Emilie Cano, Antoine Carrer, Thomas Colonges, Mickaël Correia, Matthias Fattet, HS, Bénédicte Leude, Julien Marc, Pascal Muelchi.

g

*Caracol est un mail collectif.
L'ensemble des personnes citées fait
donc office de signature.*

Tirages: 200 exemplaires édités par le réseau GRAPPE.

Prochain numéro: tout dépend de toi!

Pour nous écrire, nous insulter, nous envoyer une bouteille de gnôle de ton papy ou un pack de Kro:

Réseau GRAPPE c/o L'Ouvre-Tête
BP 32 – UM2
Pl. Eugène Bataillon
34095 Montpellier

www.reseaugrappe.org/caracol
reseaugrappe@gmail.com
04.67.14.30.94

J

«J'aime les champs, j'aime même un seul champ, je m'en contenterais pour le reste de mes jours pourvu qu'il y passe des voisins»

Paul Nizan, Aden Arabie

SOMMAIRE

p.4 **Projet politique et limites des AMAP**

p.6 **DEFRICHAGE: la PAC, une politique...agricole ?**

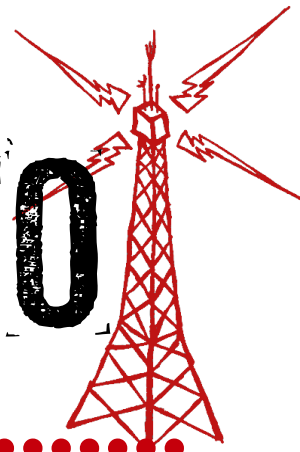
p.10 **Le potager Collectif des Lentillères**

p.12 **Le Tour « Despaysant »**

p.14 **FOCUS: Jardins urbains**

p.16 **REGARDE AILLEURS: Autonomisation paysanne et mouvement social au Mexique**

EDITO



« Caracol » c'est le nom donné aux communautés rurales zapatistes,
« Caracol » c'est l'escargot, symbole de la lenteur dans un monde qui prône la vitesse et la performance,

« Caracol » c'est la spirale qui va du centre jusqu'à l'extérieur, jusqu'à l'autre,

« Caracol » pour caracoler (*avancer par petits bonds* dicit Petit Robert) vers l'autonomisation, vers des pratiques (de vie, de lutte, de production) autogestionnaires et collectives.

Mais pourquoi écrire Caracol ? Peut-être pour donner un support à des alternatives qui enchantent, pour attiser des réflexions que l'on ne trouve ni dans les mass medias, ni les bulletins des organisations agricoles, pour faire part d'autres voies que celles de garage... L'urgente nécessité d'opposer à nos lieux de vie, *aménagés, gérés, aseptisés, spécialisés* un imaginaire tangible, hors des zones industrielles, artisanales, commerciales, des aménagements « concertés ».

Nous sommes de plus en plus à bricoler des bouts d'autonomie pour se réapproprier nos vies et quelques lopins de terre que ce soit dans les arrières-pays ou près des villes. Jardins urbains, squat de terres, réseau de fermes, circuits-courts paysans, sont autant d'initiatives qui nous permettent de réinventer et de repenser l'agriculture paysanne comme progrès social, de décrocher le *rural* et l'*urbain*, de se libérer des contraintes du temps et des comportements consuméristes qui nous submergent.

Caracol se veut un journal artisanal, parsemés d'erreurs et d'imprécisions, qui souhaite (re)mettre au cœur du mouvement social la question de l'agriculture paysanne, de l'autonomisation alimentaire mais aussi du projet politique que peuvent porter les campagnes pour interroger nos réflexions, nos luttes, nos utopies.

Au programme de la revue: initiatives paysannes, réflexions sur les problématiques agricoles actuelles, alternatives en milieu rural...paysans, militants, étudiants, chercheurs glandeurs et libres penseurs, Caracol est ouvert à toute proposition d'articles, dessins, photos, coups de gueule!

●●●●● AGENDA, BREVES & COPINAGES ●●●●●

DANS TON CUL SYSTÈME U !

Le Tribunal Administratif de Montpellier vient d'annuler la décision du Président de la Communauté de Communes du Clermontois de signer le protocole d'accord avec Système U pour l'implantation d'une base logistique sur la plaine agricole de la Salamane. Un recours devant le tribunal déposé par le collectif de défense de la Salamane agricole qui lutte contre le bétonnage de 50ha de terre dans l'Hérault.



FRIC, BLÉ, FLOUZE, THUNE

La loi de finances votée fin 2010 réduit de 4.000 à 2.000 € le crédit d'impôt dont pouvaient bénéficier les agriculteurs convertis au bio. Subventions, nous ne boirons pas de ton eau!

village de Celles (34), à la mi-mai (+ d'infos à venir) et c'est organisé par les Semeurs Volontaires de Biodiversité.



APPEL À SQUAT

Depuis l'été 2009, un centaine d'activistes occupent les terrains promus au projet abscon et mégalomane d'aéroport de Notre Dame des Landes (44), porté par Nantes (n)éc(r)opole, et ses édiles de la droite socialiste. Tu cherches un sens à ta vie, plein le cul de participer de près ou de loin au grand orchestre de la désolation... alors c'est là bas que ça se passe. Pour paraphraser les marseillais, ça sent le Plogoff!! Des infos sur <http://nantes.indymedia.org/article/15973>, et l'excellent dernier numéro de la revue Z qui y consacre un dossier spécial.

EN VERT ET CONTRE TOUT

La Semaine de l'Environnement aura lieu comme chaque année au mois de mars dans 10 villes de France. Cette année ce sont les circuits-courts/ courts-circuits qui seront à l'honneur!

REMEMBER & FIGHT !

Le 17 avril 1996, 19 paysans du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre du Brésil étaient assassinés par des tueurs à la solde de grands propriétaires terriens. En mémoire de cette tuerie, les membres de Via Campesina ont déclaré le 17 avril Journée mondiale des luttes paysannes. Manif, occupation ou bouffe...encore une bonne occaze de se retrouver!



F*** G8/G20

Sarko étant président du G8/G20 pour 2011, la France accueillera au début de l'été à Deauville une belle brochette de chefs d'Etat. Le contre-sommet s'organise et suite à une première réunion internationale aux Tanneries à Dijon, un appel a été lancé pour créer un village autogéré durant l'été mais surtout pour organiser des actions décentralisées de blocage, squats, des manifs etc...pour suivre l'actu anti-G8: <http://dissent-fr.eu>



COLLECTIF CONVERGENCE

Comment concilier lutte pour l'autonomie alimentaire et lutte contre la précarité? Comment un collectif anti-pub peut-il rejoindre les luttes paysannes? Du 2 au 4 juin 2011, auront lieu dans l'Hérault les Rencontres UnderGrange: pour une convergence des luttes sociales et écologiques. 3 jours d'ateliers, de discussions, de rencontres et d'animations pour décroiser les luttes sociales et écologiques. <http://collectifconvergence.blogspot.com>



LA RÉUNION DES PIRES

Du 26 au 30 janvier s'est déroulé en toute discrétion le 41ème World Economic Forum (WEF) Sous le sujet *Shared Norms for the New Reality*, les puissants de l'économie et des états se sont réunis pour continuer la destruction de nos acquis. Une résistance s'est organisée via une semaine d'action à Davos et un Tour de Lorraine. A quand l'abolition de cette réunion des pires?



VA TE FAIRE BIODÉGRADER

Deux agriculteurs discutent au milieu d'un champ avec à côté une prairie en fleurs et cette légende: « Plus de 1 000 hectares de couverts apicoles semés en France. BASF Agro favorise les couverts apicoles pour nourrir les abeilles et renforcer les défenses immunitaires des populations d'insectes pollinisateurs indispensables à la biodiversité ». Vous ne rêvez pas, c'est la dernière campagne de publicité de BASF, basée sur son appui au réseau « Biodiversité pour les abeilles ». Après Monsanto condamné pour avoir présenté le Roundup comme biodégradable, voilà une belle façon d'écoblanchir pour faire oublier que le Regent TS, un insecticide commercialisé par le même BASF, a été interdit à la vente en France depuis 2004. Sa substance active, le fipronil, était à l'origine de la surmortalité des abeilles dans les ruches...

WORLD BREIZH

Rien à voir avec le G8/G20 mais on y vient aussi d'un peu partout. 100 paysans de Via Campesina seront dans le Morbihan, à l'île Berder du 14 au 24 mars 2011, avec au programme des débats, des visites de fermes et des apéros!

BOURSE DE SEMENCES

De l'échange de semence, de plants... Ce n'est pas à France Rurale que tu trouveras ça mais au

PROJET POLITIQUE et LIMITES DES AMAP



Si le système AMAP (Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne) connaît un succès grandissant, les chantres du développement durable s'approprient cette démarche en brandissant les oriflammes de la « consommation responsable », quitte à les vider de leur sens initial et à ce qu'elles deviennent une fin en soi. Retour sur l'AMAP en tant que porteuse de projet politique...

4

Si les AMAP ont une visée clairement politique quand elles prétendent maintenir l'agriculture paysanne en opposition à une agriculture intensive standardisée, nocive pour l'environnement voire pour la santé, elles s'inscrivent aussi dans un autre projet politique d'envergure: celui de rapprocher ville et campagne.

En effet, par leur volonté de relier directement un producteur à un groupe de consommateurs, elles posent la question de l'autonomie alimentaire des villes et de l'autonomie financière des paysans. Le premier objectif politique de l'AMAP consiste en une volonté de rééquilibrer les relations entre ville et campagne. Ceci apparaît nettement dans la Charte des AMAP¹ rédigée par Alliance Provence, réseau des AMAP de la région PACA, dans le chapitre « Philosophie générale »: il y est clairement précisé l'importance de « contribuer (...) à la mise en place d'une économie solidaire entre villes et campagnes ». De même, Hélène, amapienne parisienne affirme: « Pour moi mon but [à travers l'AMAP] c'est de rapprocher les gens des problèmes de la campagne, que les gens de la campagnes comprennent mieux comment ça se passe dans une capitale comme Paris ».

Les AMAP (ou leurs fondateurs) partent en effet du constat qu'il existe de forts liens de dépendance entre ville et campagne, en défaveur de la campagne selon elles; elles tentent donc par leur action de rééquilibrer les relations entre ces deux zones, notamment en défendant le modèle de l'agriculture paysanne, voire de contribuer à une dilution des frontières entre ville et campagne comme pourrait le confirmer une tendance à un « rapprochement » de ces deux aires.

Selon un article de Patrick Marcolini et Cédric Biagini

(*Offensive*, n°22) « la ville moderne n'a pu se constituer en tant que *monde* qu'à partir du moment où elle a rompu avec la ruralité qui était en elle. Avant l'ère des grandes métropoles, non seulement les villes étaient complètement *dépendantes* des campagnes pour leur approvisionnement en vivres et en main-d'œuvre, mais la distinction même entre ville et campagne était plus ténue: chaque maison avait son étable et sa basse-cour (...) et le tissu urbain lui-même était trouvé de campagne, puisqu'il y subsistait encore des jardins, des vergers et des vignes, et parfois même de larges espaces de terre cultivée ».

LA VILLE MODERNE N'A PU SE CONSTITUER EN TANT QUE *MONDE* QU'À PARTIR DU MOMENT OÙ ELLE A ROMPU AVEC LA RURALITÉ QUI ÉTAIT EN ELLE

En somme, avant la Révolution industrielle, la ville était dépendante de la campagne pour s'approvisionner en nourriture; puis, la mise en place de la PAC (Politique agricole commune) de la Communauté européenne en 1962 a finalement abouti à l'autosuffisance alimentaire sur le territoire communautaire et à une inversion des dépendances, les campagnes étant désormais soumises aux politiques des quotas de Bruxelles ou aux marchés boursiers fixant les cours des denrées agricoles.

Face à ce constat, les AMAP s'inquiètent de ce manque de solidarité entre ces deux entités que sont la ville et la campagne et tentent donc de les rapprocher, notamment pour la défense d'une « agriculture paysanne ». Le terme même d'AMAP porte une dimension politique non négligeable par l'intermédiaire du concept d'« agriculture paysanne », notion définie

par la Confédération paysanne de la manière suivante: « L'agriculture paysanne doit permettre à un maximum de paysans répartis sur tout le territoire de vivre décemment de leur métier en produisant sur une exploitation à taille humaine une alimentation saine et de qualité, sans remettre en cause les ressources naturelles de demain. Elle doit participer avec les citoyens à rendre le milieu rural vivant dans un cadre de vie apprécié par tous ».

Finalement, les AMAP, en plus de fournir une alimentation saine et de qualité à un certain nombre de personnes et d'aider un producteur local à vivre dignement de son travail, s'inscrivent dans un véritable projet de société dans lequel les entités ville et campagne ne seraient plus en concurrence mais en lien direct; cela peut même nous inciter à nous interroger sur les possibilités d'agriculture urbaine, et à repenser les politiques d'urbanisme sur le modèle des *cités-jardin* de l'entre-deux-guerres en France qui intégraient au sein de chaque lotissement d'immeubles un espace réservé aux jardins partagés des habitants de ces structures.



NOTES

1. http://allianceprovence.org/IMG/pdf/Charte_AMAP.pdf
2. Da Costa L., Kerautret L.: *Entre AMAP et dynamique d'installation maraîchère en Ile-de-France: des outils à construire*, Rapport de stage, 2006, Alliance IDF
3. Leude B.; *Les AMAP font campagne à Paris*, Mémoire de fin d'études, EHESS, Paris, 201

Les limites des AMAP...

5

Est-il encore besoin de présenter les nombreux avantages d'une AMAP ? Une alimentation saine, de qualité, de saison, locale, un contact privilégié avec le producteur permis par la suppression des intermédiaires, le tout dans un contexte convivial. Mais la réalité est-elle aussi idyllique ?

Comme tout système théorique, l'application présente parfois quelques écarts avec le modèle. Si les études se font encore rares, certaines pointent du doigt l'éloignement géographique entre le producteur et les amapiens. Selon une étude de 2006², il s'avère que la distance moyenne entre eux est de 65 km pour la région Ile de France contre 11km pour la région PACA. Si ces chiffres paraissent satisfaisants, des travaux de recherche plus récents tendent à montrer que cette distance ne cesse d'augmenter. En 2010, une grande majorité des AMAP parisiennes se fournissaient à plus de 120 km de leur lieu de distribution hebdomadaire³. Les AMAP sont-elles victimes de leur succès ou n'ont-elles pas acquis le principe fondateur de proximité, d'approvisionnement local voire de levier pour une agriculture péri-urbaine ?

L'un des piliers de la charte des AMAP est l'importance de créer du lien social dans l'acte de « consommation ». L'engouement pour ce type de système semble s'accompagner d'une évolution de ce principe initial.

En effet, l'AMAP paraît être davantage perçue comme une source d'approvisionnement en produits de bonne qualité qu'en un moment de partage, d'échange et de solidarité entre les acteurs présents. Bien souvent, on vient se fournir, ou vendre, pour la semaine puis on rentre chez soi, reproduisant ainsi ce qui peut se passer dans un circuit de distribution plus classique.

Vidée de ses caractères de proximité et de convivialité, l'on s'achemine, dès lors, non plus à la création d'un système de distribution parallèle dont l'objectif premier est le soutien d'une paysannerie de proximité, mais à la création de simples « paniers bio » que l'on peut commander de chez soi devant son ordinateur. Sans en être arrivé là, la majorité des AMAP, en ne prenant pas garde à la perte de ces valeurs fondamentales, ne risquent-elles pas de perdre leur essence première à savoir, le Maintien d'une Agriculture Paysanne ?

Mais ne serait-ce pas le statut de l'AMAP en lui-même qui malgré toutes les bonnes intentions de celle-ci et sa pertinence en tant que levier à l'installation pérenne de paysans continue à figer le principe de production de l'alimentation dans un rapport marchand calqué sur celui de notre système actuel c'est-à-dire celui d'un *producteur* envers un *consommateur* ?

LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE: UNE POLITIQUE...AGRICOLE?

Face à l'intensification agricole, à la désertification rurale, aux conséquences environnementales désastreuses de certains secteurs de production, sont souvent évoqués les effets de la Politique Agricole Commune (PAC), sans pour autant que ces accusations soient cousues de fil blanc.

Les réformes de la PAC (notamment celle de 1992) témoignent cependant de l'avènement d'une politique agricole dédiée à l'organisation des marchés dont les objectifs paraîtront surréalistes pour le quidam moyen, pensant que l'agriculture viserait encore la production alimentaire !

La définition plus récente « d'externalités positives » et autres borborygmes agro-environnementaux ne fait qu'accompagner cette instrumentalisation d'une activité agricole déprimée, où l'intégration « naturelle » de l'environnement, le lien intrinsèque aux sociétés rurales, disparaissent progressivement face aux impératifs économiques, non de production, mais de stabilité d'un marché mondial.

C'EST LE JOUR DU MARCHÉ

La vision agricole communautaire est énoncée en 1957 lors du traité de Rome, et mise en œuvre dès 1962 par l'établissement de la PAC. Son principe fondamental reste l'instauration de prix garantis, se traduisant concrètement par des achats publics pour soutenir les cours, la constitution de stocks afin de stabiliser les marchés, ou la subvention aux exportations (c'est-à-dire se mettre au niveau des productions étrangères). Cette orientation succède à des crises de surproduction régulières et de mévente des années 1950 puis amène à une politique toute entière inféodée aux fluctuations des marchés agricoles, représentant jusqu'à 90% de son budget.

LA SAIGNÉE

Les années suivant la mise en œuvre de la PAC seront non seulement marquées par une diminution des exploitations, mais également par une intensification agricole visant l'augmentation de la productivité à moindre coût. On assiste ainsi en France à une diminution de plus de 90 % des exploitations agricoles entre 1945 et 2004, processus

encore en cours; ce phénomène est généralisé à l'ensemble des pays de l'Union Européenne, bien que l'amorçage fut plus tardif dans les pays de l'Est ¹.

**LE (SUR)RÉALISME DU MARCHÉ CONDUIT
POUR CERTAINES PRODUCTIONS À
L'INSTAURATION DE SUBVENTIONS À LA
NON-PRODUCTION...**

La Surface Agricole Utile reste cependant stable, les exploitations s'agrandissant et intensifiant ainsi leurs modes de production. Effets collatéraux, ces processus se traduisent par la construction d'un modèle agricole qualifié ici d'intensif, là de productiviste, basé sur une consommation accrue d'intrants, la concentration foncière, la spécialisation des systèmes d'exploitation, le positionnement d'une industrie agroalimentaire à chaque échelon des différents stades de productions (intrants, alimentation animale, semence, matériel, transformation, produits vétérinaires, recherche et développement).

TOUT DOIT DISPARAÎTRE!

Des phénomènes de surproduction surgissent chroniquement, contraignant l'UE, pour soutenir le marché, à des stockages gargantuesques (parfois des destructions de stocks) et grévant ses finances, car subventionnant des produits restant ensuite invendus. On compte ainsi en 1991 dans les stocks publics, 25 millions de tonnes de céréales, ou encore 900 000 tonnes de viande bovine. Loin de l'idée de tablées gigantesques et gratuites (chiche!), le (sur)réalisme du marché conduisit pour certaines productions à l'instauration de subventions à la non-production...

« [...] LE CAPITAL N'EST PLUS UN FACTEUR DE PRODUCTION, C'EST LA PRODUCTION QUI EST UN SIMPLE FACTEUR DU CAPITAL. »

(Gilles Chatelet, *Vivre et penser comme des porcs*)

En 1988, on note les premières mesures volontaires visant à limiter la production céréalière, conditionnant ensuite un gel obligatoire de terres pour bénéficier d'un soutien au prix des productions céréalières, oléagineuses et protéagineuses à partir de 1993. Le triste retour de la jachère... L'accompagnement de l'économie agricole face aux fluctuations du marché amène ainsi à des aides directes, fixes et indépendantes du volume de production et même de l'acte de production (auparavant, les aides dites « indirectes » se résumaient dans la maxime « plus on produit, plus on obtient d'aides »).



Un dîner à la Commission Européenne de l'agriculture

Toutes les productions ne bénéficieront pas de ces aides ; les accords de Marrakech de 1994 (du GATT, futur OMC) permettront par exemple une entrée massive de viande ovine sur le marché européen, à des prix inférieurs de moitié au prix communautaire, sans que la PAC ne soutienne ces productions directement... Les moutonniers n'avaient qu'à savoir s'intensifier !

Le récent développement de mesures dites « agro-environnementales » poursuit également une politique de non-production. Tout comme la réforme

de 1992 ne remet pas en question les instabilités du marché céréalière (et ne remet pas en question le marché), en l'ajustant au moyen d'aides découplées de la production, la question environnementale n'est abordée qu'à la marge.

REDÉFINIR LES ÉCHANGES ALIMENTAIRES, ET ... SORTIR DU CAPITALISME

Le désastre annoncé d'une telle politique ne fut pas sans soulever de critiques. Les denrées alimentaires ont en effet longtemps échappé aux lois économiques, de par leur rôle de subsistance (rôle moral et politique), et ce n'est que très récemment qu'elles ont intégré le marché capitaliste, soumises à une réglementation stricte jusqu'au XIX^{ème} siècle².

Curieusement, la pertinence d'intégrer les biens de subsistance au marché est encore débattue aujourd'hui : « *il faut détacher l'agriculture du marché, parce que le marché ne fonctionne pas en agriculture (...). C'est ce qui justifie l'exception agricole et qui explique pourquoi les politiques de mondialisation sont inopérantes* » (Boussard J.-M. *Produits agricoles, matières à marché ?*, *Courrier de la Planète* n°50, 1999).

« LES AGRICULTEURS DOIVENT ÊTRE GUIDÉS PAR LA RÉALITÉ DES MARCHÉS, PAR L'OFFRE ET PAR LA DEMANDE »

(Darian Ciolos, commissaire européen à l'agriculture)

Marcel Mazoyer parle également de « *rompre avec la libéralisation des échanges* »³ concernant les produits agricoles, en invoquant tout autant la subsistance des paysans pauvres que les atteintes à l'environnement entraînées par l'industrialisation agricole. Force est de constater agréablement que certaines visions internationales des échanges se rapprochent parfois d'ambitions citoyennes prônant la réciprocité, à savoir, un rejet du marché pour des raisons relevant du fait alimentaire.

Et Darian Ciolos, commissaire européen à l'agriculture de conclure : « *Nous avons choisi, ces dernières années, d'orienter davantage le secteur agricole vers le marché. C'est une bonne chose! Les agriculteurs doivent être guidés par la réalité des marchés, par l'offre et par la demande. Il ne faut pas artificiellement empêcher les évolutions naturelles des marchés, comme par le passé.* » (Conférence sur la Politique Agricole Commune après 2013, 2010). C'est pas gagné !



.....DEFRICHAGE.....

José a sticleti în cap*

D'après un discours du 18.11.2010 de Dacian Ciolos, commissaire européen à l'agriculture et un texte de José Bové

En politique agricole comme ailleurs, la mauvaise foi et les effets d'annonces sont légions. A peine cette ébauche de texte écrite, ne voilà-t-il pas que Dacian Ciolos, celui là même qui quelque mois auparavant déclarait que *"les agriculteurs doivent être guidés par la réalité des marchés"* se voit porté aux nues par José Bové, député européen d'Europe Écologie⁴, accompagné de Yannick Jadot et de quatre conseillers régionaux français (Ouest-France, 27/28-11-2010), de la même obédience. Mais quelle déclaration peut bien valoir autant de considération ?

Le 18 novembre, Dacian Ciolos pose les orientations agricoles pour la réforme de la PAC en 2013 comme face à un *"vrai choix de société"*, rien que ça... Après quelques envolées douteuses sur les activités agricoles en tant que *"valeurs essentielles de la civilisation européenne"*, il attaque sur les points qui lui sont chers: *"pas de compétitivité durable sans une meilleure prise en compte des ressources naturelles"*, nécessaires *"attentes des citoyens européens"* et faire-valoir d'une *"croissance vigoureuse"*. Oui, oui Dacian, hochent de la tête José Bové et les agromanagers agroenvironnementaux.

Mais les petites exploitants ne sont pas en reste, et ils *"n'ont pas dit leur dernier mot sur leur rôle dans le développement équilibré de nos territoires"*. Peut être pas le dernier mais vu la tendance il n'y aura bientôt plus grand monde pour discuter... Mais les aides aux revenus seront plafonnées, c'est à dire une répartition globale des aides plus *"équitable"* pour les petits producteurs.

Et surtout, une prise en compte de leur rôle environnemental ! *"Pensez un instant à l'impact qu'ont les millions d'agriculteurs en Europe"*. Ah oui, j'y pense, surtout quand je me balade à Perros-Guirec ou que je me sirote un petit verre de bordeaux... Non, non, là, c'est du rôle positif qu'il s'agit, des *"externalités positives"*, pas des algues vertes ni des résidus de pesticides qui s'accommodent si bien avec les grands crus. Les milieux ouverts, les jolies fleurs des cartes postales du Parc National des Pyrénées, les marmottes, les aigles ! Tout ça est lié à l'agriculture, ça vaut bien un petit coup de main.

Et puis tant qu'à faire, favoriser *"l'innovation, la modernisation, la diversification agricole et non agricole"* : *"Peuchère, le plouc, maintenant qu'il a acheté un nouveau tracteur à crédit, qu'il a bien intégré l'agroindustrie, ce serait quand même sympa qu'il transforme sa vieille grange toute*



pérave en petite chambre d'hôte, quand même!". Mais innovation, ça rime également avec...circuits courts.

Argh, José ne tient plus, vite une tranche de Roquefort, c'est trop bon, je crois qu'on a gagné, l'Europe va mettre en place des circuits-courts... Il se dit, pour rester dans la même veine que son nouveau chouchou parlant de *"civilisation européenne"*, que cette position vient sûrement du fait *"qu'elle émane d'un Commissaire européen originaire d'un des nouveaux États membres"*, si, si, c'est connu là bas c'est encore des bouseux autonomes, même que j'ai vu un film où ils jouent super bien du cymbalum.

Dacian ne précise pas à José que quand même, tout roumain qu'il est, lorsqu'il était ministre de l'agriculture soutenu par le Partidul Democrat Liberal, (Parti Populaire Européen, centre droit), la tendance était plutôt à court-circuiter les petites exploitations qu'à les transformer en modèle de circuits-courts (la moitié des éleveurs roumains disparaissant à terme depuis leur entrée dans l'UE) et que non, il ne joue pas de la musique tzigane.

Qu'à cela ne tienne...Malgré quelques considérations perplexes sur les véritables intentions de ce commissaire (*"Comment lutter au niveau international contre la spéculation sur les marchés de matières premières agricoles et garantir le droit à la souveraineté alimentaire ?"*), ce n'est pas trop tôt semblent se réjouir Bové et consorts.

Mais peut être est-ce, d'une, trop tard, et de deux, un triste constat, où il faut arriver aux préoccupations environnementales, de diversification *"non agricole"* (sic) pour qu'on se soucie du *"dernier mot"* de l'agriculture européenne, sans remettre en cause les raisons de sa disparition.

* « José a un chardonneret dans la tête » littéralement en roumain, un expression qui signifie « être fou »...



NOTES

1. On compte encore 32% de la population active agricole en Roumanie contre 4% en France en 2004.
2. Karl Polanyi souligne également que dans les sociétés dites primitives, l'échange lucratif de denrées alimentaires est souvent prohibé.
3. Marcel Mazoyer, 2002. Histoire des agricultures du monde.
4. <http://www.josebove.eu>, PAC 2013: *M.Ciolos ouvre de nouvelles perspectives.*

SEMEURS VOLONTAIRES DE BIODIVERSITE



Le 5 décembre dernier, les Semeurs volontaires du Lodévois se réunissaient à la Fleysière, au Nord de l'Hérault. Retour sur la journée et présentation de ce collectif qui s'ancre dans une lutte « positive »

L'envoyé spécial de Caracol ayant préféré ramener des semences plutôt qu'un enregistreur, les citations des personnes ne sont pas leurs propos « texto »

La Fleysière est un des trois lieux de la Communauté de l'Arche, fondée en 1962 autour de Lanza del Vasto, militant de la non-violence et disciple de Gandhi. Le collectif des Semeurs volontaires du Lodévois s'y était donné rendez-vous pour la deuxième fois en ce mois de décembre.

Là-bas vit toujours Jean-Baptiste Libouban qui avait été à l'initiative du mouvement des Faucheurs volontaires lors du rassemblement sur le Larzac en 2003. Présent à la rencontre, il rappelle que « les Faucheurs étaient devenus Semeurs depuis 2008 pour battre en brèche l'image négative attachée à l'arrachage de plants OGM et ne plus donner prise à des attaques qui comparent les faucheurs à l'image médiatique des "casqueurs" ».

Mariano, maraîcher à Salasc insiste sur l'échange des semences paysannes en tant que « prestation sociale », positive incontestablement, qui appelle en retour un contre-don: l'obligation de les semer et d'en rendre compte: « ce n'est pas un acte gratuit, mais le moment d'un échange ».

Si les Semeurs volontaires n'ont pas d'existence légale, le collectif est basé sur le principe que « chacun est responsable et tous sont solidaires ». Comme pour les Faucheurs, la désobéissance civique est un aspect important de leur lutte. L'objectif est d'échanger gracieusement et semer des semences issues de la sélection paysanne, définies par leur variabilité et leur adaptabilité, pour redéployer la biodiversité cultivée que les variétés cataloguées des grands semenciers n'assurent pas.

La journée a commencé par un cercle de parole où, après un tour de présentation, il a été beaucoup ques-

tion de ce qui a été appelé, au cours de la journée *théorie du désir*: la variabilité des semences paysannes est entre les mains du paysan, de l'usage qu'il veut en faire; les plantes s'adaptant ainsi aux désirs des jardiniers.

Pour Pascal Pot, du Conservatoire de la Tomate, « On dorlote trop les plantes! Par exemple en faisant des semis sous serres ou en leur apportant tisanes et autres purins à base de plantes, j'ai choisi de cultiver mes plantes comme des « mauvaises herbes » qui pour la plupart étaient des légumes cultivés au Moyen-Age et qui résistent aujourd'hui aux maladies, à la sécheresse. ».L'idée est de renforcer le système immunitaire des végétaux, en misant sur le fait que plus un légume sera résistant, plus il aura de qualités nutritives, d'oligo-éléments, etc ..

La journée s'écoule paisiblement et se termine par un repas partagé suite à l'échange de semences proprement dit au son de l'accordéon... À la mi-mai aura lieu la troisième édition de la Bourse aux Graines et aux Plants de Celles, petit hameau au pied du lac du Salagou. Une belle occasion d'aller rencontrer les Semeurs volontaires de biodiversité qui l'organisent!





LE POTAGER COLLECTIF DES



10



Squat de terre!

LENTILLÈRES LIBÈRE DES TERRES

Le Pot'colle (Potager Collectif des Lentillères) est le fruit de l'occupation de terres maraîchères laissées à l'abandon depuis des années en plein Dijon et offre un grand espace potager ouvert sur le quartier.

★ Les terres, qui sont à l'origine vouées à la construction d'un éco-quartier, sont squattées et le potager veut mettre en avant qu'il y a bel et bien des terres disponibles en zone péri-urbaine pour du maraîchage.

Depuis près d'un an, le Pot'colle est devenu un espace où se déroulent chantiers collectifs, activités potagères diverses, projections, écoutes collectives, ateliers pratiques et théoriques.



On nous parle sans cesse d'éco-quartiers, mais au delà du flon flon vert pour l'image et de la réalité eco-aseptisée qu'elle cache, ce que nous souhaitons (re)créer aujourd'hui ce sont des zones maraîchères au sein et en périphérie des villes.

Les initiatives de libération de terres en friche ou vouées au béton, sont parmi les moyens possibles pour défricher les bases d'une agriculture, locale, directe, bio.... Elles questionnent les modes de productions et le cloisonnement producteurs-consommateurs. Elles permettent de briser en acte le brevetage et la commercialisation systématique du vivant, et de fertiliser les liens qui se tissent à partir d'une terre partagée, habitée et travaillée...

Parce qu'autonomiser l'alimentation de l'agroindustrie est à la charnière de tout projet social émancipateur, parce que nous voulons mettre nos idées en pratique et relier des actions locales aux luttes globales [...],

Pour défricher ensemble les bases d'une agriculture locale, directe, bio et s'émanciper collectivement du modèle productiviste et industriel,

Pour faire sauter le verrou de l'accès au foncier en zones rurales ou péri-urbaines,

Libérons les terres!

Extrait de l'appel à manif pour libérer les terres, 2010

Le Tour « despaysant »

UN VOYAGE EN VÉLO DÉPAYSANT À LA

RENCONTRE DES PAYSANS



.....
Julia et Matthias réalisent le tour du bassin méditerranéen en vélo, de septembre 2010 à août 2011. Dans chaque pays traversé, ils vont à la rencontre du monde paysan pour comprendre et échanger autour de l'agriculture...Caracol suivra tout au long de ses publications leur pérégrination. Première étape et premières rencontres autour de la biodiversité cultivée en Languedoc-Roussillon.
.....

12

*N*os deux compères partis de Savoie se dirigent petit à petit en vélo vers l'Espagne pour ensuite enchaîner sur le Maghreb, l'Égypte, la Syrie, le Liban, la Turquie, les Balkans et l'Italie, soit un parcours de 15.000 km à coup de pédales. Leur objectif? Comprendre comment les agriculteurs peuvent s'organiser collectivement pour améliorer leurs conditions de vie et de travail, accéder à la terre, gérer leurs semences...

**« L'IDÉE ÉTAIT SURTOUT DE CRÉER UN MODÈLE DE FERME
OPPOSÉ À CELUI DE MES PARENTS »**

Premières rencontres de deux exploitations dans l'Aude. Jean-François est un pépiniériste et arboriculteur qui travaille sur des variétés anciennes en biodynamie et en plein champ : « *On venait de Suisse, où nous avons fait divers apprentissages du métier et comme on avait envie d'un retour à la terre, de construire notre propre maison, on a choisi le Sud, pour des questions climatiques* ». Mais pourquoi ce retour à la terre? « *Le but était de faire le lien direct entre produire ses légumes et ses fruits et les consommer, sans passer par le fait d'avoir un travail pour pouvoir ensuite acheter sa nourriture! On n'avait pas le projet de créer une pépinière mais c'est venu à nous à force de multiplier les arbres pour nous même, et puis on s'est*



intéressé à ce qui poussait dans le pays, aux vieux arbres dans la région ».

Jean-Jacques quant à lui est un paysan qui cultive des variétés anciennes de blé dur et fait ensuite ses propres pâtes : « *Depuis on vend tout en direct: AMAP, groupements d'achat, cantines bio depuis deux ans, collèges, maisons de retraites* ».

Jean-Jacques est lui même fils de paysan mais sans terre : « *Mes parents ont perdu leur ferme à la fin de années quatre-vingts comme des milliers de paysans à cette époque, c'était juste avant les compensations européennes. Ils se sont spécialisés en monoculture, les prix ont chuté ...* ».

Il décide alors d'emprunter et s'installe sur 20 hectares, sans aucun bâtiment. Il commence par planter des asperges, du tabac, des légumes, des céréales, « mais l'idée était surtout de créer un modèle opposé à celui de mes parents ».

A l'époque, il travaille à partir de semences potagères bio et à force de rencontrer d'autres agriculteurs, ils décident à plusieurs de créer le réseau Semences Paysannes en 2002 : « Il y avait des gars qui bossaient sur les anciennes variétés de tomates, d'autres de blé tendre et j'ai commencé sur le blé dur et là dessus j'ai rencontré l'INRA, bossé en sélection participative. On a ressorti des vieilles variétés des frigos et commencé à multiplier car il n'y avait rien au début, que quelques graines. »



Jean-François et Jean-Jacques réalisent des multiplications de variétés anciennes pour sauvegarder un patrimoine en voie de disparition, pouvoir le mettre à disposition par le don (pour essaimer le patrimoine) ou la vente d'arbres et valoriser un produit fini (farines, pâtes, fruits). L'originalité de leur démarche est non de sélectionner sur des critères précis, mais de valoriser le maximum de diversité sur des aspects visuels (des fruits bons, différents, des épis colorés, morphologiquement divers), et de façon empirique.

LES VARIÉTÉS ANCIENNES NE CORRESPONDENT PAS AUX CRITÈRES DHS (DISTINCTION, HOMOGÉNÉITÉ, STABILITÉ) DE L'ADMINISTRATION

80% de la diversité génétique des plantes cultivées a disparu et cette érosion ne cesse de s'accroître, en particulier depuis la création du Catalogue Officiel des Espèces et Variétés de Plantes Cultivées, sous la pression des lobbys agricoles qui se sont emparés du marché de la semence.

Les variétés anciennes peuvent difficilement être inscrites au catalogue, car elles ne correspondent pas aux critères DHS (distinction, homogénéité, stabilité) de l'administration ; traditionnellement, les semences évoluent, s'adaptent à leur climat, au sol... De ce fait,



les semences inscrites sont pour la plupart des variétés dites hybrides que le paysan ne peut pas reproduire et se voit alors obligé chaque année de racheter la semence.

Malgré les verrous législatifs, il y a de plus en plus d'intérêt pour les variétés anciennes, selon Jean-Jacques et Jean-François. Ainsi, par exemple des variétés anciennes de blé peuvent être très pauvres en glutens, et peuvent correspondre à la demande de plus en plus de personnes allergiques à ces protéines. On peut encore citer les paysans boulangers qui remettent au goût du jour différentes variétés de blé en fonction des pratiques et savoirs (meulage, pétrissage, cuisson) liés à la fabrication du pain.

Une richesse du vivant liée à une multitude de savoir-faire qui dérange les industriels et groupes semenciers car elle permet avant tout aux agriculteurs de court-circuiter le marché et de se réappropriier les semences à des fins culturelles et non pas financières...

POUR EN SAVOIR PLUS

- ★ <http://www.letourdespaysans.wordpress.com>
- ★ <http://forums.reseaugrappe.org>
- ★ <http://www.semencespaysannes.org>

Jardins urbains

L'OUVRE TÊTE CREUSE L'IDÉE DES JARDINS POTAGERS ÉTUDIANTS

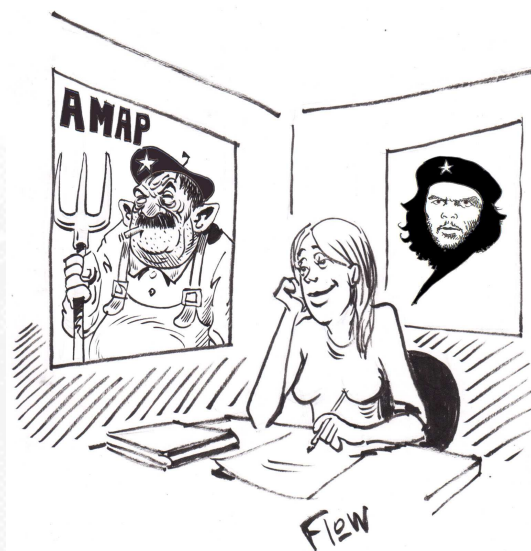


Cité Universitaire « La Colombière » de Montpellier. Suite à une suggestion par un résident, un potager a été initié il y a un an dans un coin de la cité U par la direction et mis en œuvre par le jardinier, à destination des étudiants.

C'est que la Colombière fait office d'exemple en matière de développement durable: bâtiments HQE, panneaux solaires, produits ménagers verts et tutti quanti. Mais un problème se pose rapidement : aucun étudiant ne s'empare de cet espace, malgré tout son potentiel et l'entrain du directeur à promouvoir le lopin de terre (espace aménagé, outils à disposition, point d'eau et goutte-à-goutte etc)...

Problème de communication? D'image? Symbole d'une administration qui dicterait aux étudiants ce qu'il serait bon de faire de leur temps libre en leur forçant la main? Question d'appropriation? « *Depuis trois à quatre ans, la cité U est quasiment morte, ils ont la possibilité de faire des tas d'activités mais plus aucune asso ou club n'existe, certains ne connaissent même pas leur voisin de palier...* » selon un employé de la cité universitaire. Et de rajouter: « *je ne sais pas si c'est lié mais depuis qu'on a installé internet dans les chambres, c'est plus comme avant* ». Le fait est que ce potager continue de ne voir passer, depuis mars 2010, qu'un jardinier salarié et quelques rares résidents, qui, à l'occasion, viennent glaner de quoi préparer leur repas du soir, seuls dans leurs cellules. A regarder vivre, s'animer et pousser les jardins étudiants alentours (Le Pouce Vert de l'école d'agronomie, La Mauvaise Graine de la fac de lettres et

le potager de la fac de sciences), on regrette que ce projet, cette fois-ci, ne germe pas.



L'association l'Ouvre Tête, une asso d'étudiants du coin qui bosse entre autre sur l'alimentation étudiante, se lance le défi : semer un élan de vie dans ce coin de verdure! A grands coups de rencontres festives, d'ateliers, de dégustations, et animations en tout genre qui s'enchainent régulièrement, l'association et ses sympathisants espèrent voir naître une dynamique chez les jeunes résidents de la Colombière et un intérêt pour ce lopin de terre (et quitte à voir loin, pourquoi pas aussi une AMAP dans la cité U d'ici l'été prochain). A quand des repas collectifs pour sortir de ces mornes

14

FOCUS

chambres ? Certains en tout cas préparent déjà au potager l'arrivée du printemps.

Parallèlement, une étude de "recherche-action" débute dans la cité U.. Recherche-action ? C'est un courant méthodologique dans les sciences sociales qui a une grande variété de traditions comme d'applications. Ici, il a été adopté parce qu'il est en mesure de dire que la connaissance est produite par l'action, que l'homme connaît la réalité pour autant qu'il la transforme.

Recherche-en-action, elle ne sera pas cependant à la discrétion de l'expert, mais participative, ouverte aux résidents. La frontière entre chercheur et acteur social est abolie; la production de la connaissance est l'affaire de tous.

Tout au long de l'année, l'Ouvre Tête et ses acolytes vont essayer de mettre en place des groupes de discussion avec pour point de départ le jardin potager. Les buts de cette recherche-action sont à la fois de comprendre pourquoi le potager est sous-utilisé, mais encore de mettre sur pied un collectif en charge d'élaborer un jardin adapté à la condition étudiante (non sans la questionner au passage), en expérimentant une forme d'organisation non-autoritaire et autogestionnaire.

Rendez-vous au printemps pour la suite de l'histoire!

(+d'infos sur <http://alimentation-etudiante.lo.gs/>)



La Mauvaise Graine

Potager pirate squatté sur le campus de la fac de Lettres de Montpellier, La Mauvaise Graine se veut avant tout une expérience et un terrain d'expérimentation à la fois collectif et individuel autour de pratiques potagères mais aussi de pratiques de vie ! <http://mauvaisegraine.eklablog.com>

15

.....FOCUS.....



Université de la terre, Mexique

AUTONOMISATION PAYSANNE ET MOUVEMENT SOCIAL



Unitierra (Universidad de la Tierra) propose une critique radicale de l'éducation et met en place des cycles de réflexions et d'actions avec les communautés indiennes du Sud-est mexicain. Mais Unitierra se veut aussi une composante du mouvement social mexicain et de la révolte de la Commune de Oaxaca en 2006 (voir encadré).

Rencontre avec Gustavo Esteva, un des créateurs de cette « université » mais aussi écrivain et figure du militantisme au Mexique.

Caracol: Pourrais-tu nous expliquer brièvement l'origine et le projet politique de UniTierra (Universidad de la Tierra) ?

Gustavo Esteva: Unitierra a été créée en 1999 à Oaxaca autour d'un premier constat: l'éducation scolaire mexicaine a été pensée comme un outil pour détruire les peuples indiens. Certains villages ont fermé ces écoles et il y a eu un véritable engouement autour des nouvelles écoles autogérées par les indiens eux-mêmes. Unitierra est née par et pour les communautés rurales indiennes suite aux préoccupations de voir les jeunes de ces écoles grandir mais sans réelle légitimité « scolaire ». Nous avons créé alors cette petite

organisation que nous pensons comme une communauté d'individus qui s'autoforment mutuellement et qui luttent entre autres pour la réappropriation de la démocratie dans les communautés indiennes rurales et les quartiers populaires.

C: Tu pourrais nous en dire plus sur ce processus d'apprentissage?

GE: Nous sommes basés sur deux principes. Premièrement, « on apprend en faisant », en se confrontant à la réalité concrète et deuxièmement: le contrôle du processus d'apprentissage est entre les mains de celui qui apprend.

★ La Commune Libre de Oaxaca ★



Pochoir du collectif ZAPE

De juin à novembre 2006, un vent de révolte souffle dans l'État du Oaxaca, un état pauvre et indien du sud-est mexicain.

Un soulèvement populaire de toute la ville puis de l'ensemble de l'état mène à créer l'Assemblée Populaire des Peuples de Oaxaca (APPO) réunissant associations, mouvements indiens, syndicats, partis d'extrêmes gauche, libertaires etc...

La ville entière expulse le gouvernement local et se barricade durant des mois pour faire face à la répression féroce et aux milices locales. 80% des 570 municipalités rurales de la région se déclarent « autonomes » et la ville de Oaxaca expérimente via l'APPO l'auto-organisation et la démocratie directe tout en s'inspirant des pratiques autogestionnaires des communautés indiennes.

Fin octobre 2006, le président mexicain envoie 4.000 militaires et policiers au nom de l'ordre public pour réoccuper la ville. Après une trentaine de morts (dont un journaliste américain indépendant d'Indymedia), des centaines de prisonniers politiques et la destruction des barricades, « l'ordre est rétabli » mais encore aujourd'hui le mouvement continue...

C: Comment est ancrée cette recherche d'autonomisation avec la vie sociale locale?

GE: Il y a tout d'abord un ancrage historique et culturel fort: 4 municipalités sur 5 se déclarent « autonomes » dans l'État de Oaxaca et elles luttent féroce pour leur autonomie sociale, économique et surtout politique. Pour citer un exemple, nous sommes en train de faire des tables rondes sur la problématique de l'eau à Oaxaca dans les quartiers populaires où on se questionne sur à quoi est due la mauvaise qualité de l'eau, comment gérer et économiser l'eau à l'échelle de sa maison puis du quartier et ainsi de suite on établit ensemble de vraies propositions politiques issues de réflexions collectives intercalées d'ateliers pratiques.

C: En 2006 éclate la révolte de Oaxaca, comment Unitierra s'est inséré dans l'APPO (voir encadré)?

GE: Nous étions en plein cycle de travail collectif sur la production vidéo. Comme Unitierra était une des nombreuses organisations de l'APPO, il nous a semblé logique au début de filmer le mouvement social. On a ainsi créé deux sites d'informations indépendants de référence pour le mouvement et organisé de nombreux ateliers populaires de journalisme alternatif, de créations d'affiche etc. Enfin le mouvement social a vu exploser le nombre de radios communautaires pirates qui ont été de véritables outils de démocratie directe et de contre-information. On a ainsi participé depuis à la création de 25 radios rurales et à la mise en réseau à travers l'ensemble du pays de ces radios paysannes.

C: Comment se passe aujourd'hui cette jonction entre la lutte des communautés rurales et la continuité du mouvement de 2006?

GE: La particularité du mouvement de Oaxaca a été de connecter les communautés indiennes rurales et leurs pratiques autogestionnaires aux quartiers popu-

lares. Les actions d'Unitierra sont concentrées autour de luttes qui font suite à cette connexion et au mouvement social. Premièrement, la lutte pour la régénération culturelle où on travaille autour des cultures indiennes locales ou de l'assemblisme propre aux communautés indiennes; il y a aussi la lutte pour la défense de la culture du maïs, des pratiques agricoles traditionnelles ou de réseau paysan de formation. Puis les formes de communication, à travers la constitution de radios communautaires ou encore la formation à l'audiovisuel. Enfin la lutte pour des outils « conviviaux » à travers la création collective d'outils comme les cyclo-broyeuses par exemple.

LA RÉVOLTE DE OAXACA A PERMIS DE CONNECTER LES COMMUNAUTÉS INDIENNES RURALES ET LEURS PRATIQUES AUTO-GESTIONNAIRES AUX QUARTIERS POPULAIRES

C: Les pratiques autogestionnaires traditionnelles semblent proche des idéaux de certaines organisations politiques non?

GE: Les gens d'ici veulent se gouverner eux-mêmes, avoir un gouvernement constitué d'eux-mêmes. Il y a un respect de l'autorité, à partir du moment où elle respecte le principe zapatiste d'«ordonner en obéissant au peuple». L'APPO s'est aussi abstenue de chercher à prendre le pouvoir. Plutôt que de grimper sur les chaises vides de ceux qui ont abusé du pouvoir, les organisations sociales tentent de reconstruire la société depuis le bas et de créer un nouveau type de relations sociales. Comme disent les zapatistes: changer le monde est très difficile, si ce n'est impossible. Une attitude plus pragmatique est la construction d'un monde nouveau...

17

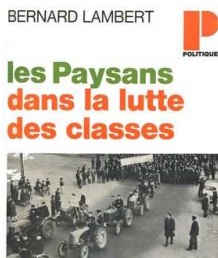
.....REGARDE AILLEURS.....



Vague à l'âme paysanne
un film de Jean-Jacques Rault



Vague à l'âme paysanne
de J.-J. Rault, 2009 | 53 min.

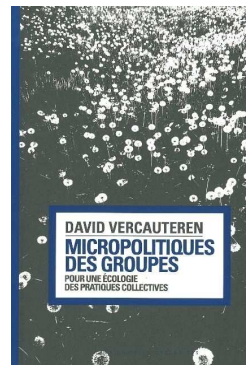


« La terre passe sous la domination du capitalisme industriel
« L'unité du monde paysan éclate
« Les agriculteurs, nouveaux prolétaires
« Contre la mystification réformiste
« Pour une agriculture française socialiste
SEUIL

Les paysans dans la lutte des classes
de B. Lambert, 1970 | 187 pp.



Éloge des jardins anarchiques
de B. Montpied, 2011 | 244 pp.
Accompagné du film « Bricoleurs de paradis » de R. Ricordeau



Micropolitique des groupes.
Pour une écologie des pratiques collectives
de D. Vercauteren, 1997 | 119 pp.

Quatre paysans bretons, éleveurs bovins, parlent de leur parcours, de leur rapport à ce métier, des incohérences des politiques économiques et agricoles, de leur place dans une société qui les respecte sans les considérer... Sans allusion quant à leur pratiques (bio ou pas, circuits de ventes), ces témoignages soulignent tout autant la complexité d'être paysan aujourd'hui que la richesse de cette activité. Un documentaire en forme de bilan critique des orientations agricoles passées. Paraît même que les syndicats majoritaires n'ont pas détesté le film...

Mille et une films

Morosité, derrière nous ! Si l'on peut parfois sourire des visions socialistes (PSU) de Lambert, cet ouvrage pose des questions qui mériteraient d'être plus souvent reprises...

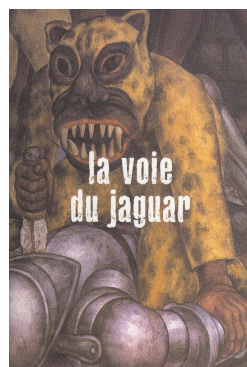
B



RFID: la police totale
Puces intelligentes et mouchardage électronique
de Pièces & Main d'œuvre, 2008 | 96 pp.

Hormis les services vétérinaires, peu de gens connaissent les RFID (Radio Frequency Identification). Ces mouchards vont bientôt supplanter les codes-barres dans les objets de consommation, puis envahir les animaux, les titres de transport et d'identité, les arbres des villes et finalement les êtres humains à l'aide de puces sous-cutanées : voici venu le temps du marquage électronique universel et obligatoire. Avez-vous quelque chose à vous reprocher ? Édité chez L'Échappée.

V



La voie du jaguar
de G. Lapierre, 2009 | 96 pp.

Conversations avec deux acteurs du mouvement social dans l'Etat d'Oaxaca au Mexique. Dans la ville d'Oaxaca, l'insurrection des quartiers populaires a pu se développer et constituer une menace réelle pour le pouvoir parce qu'elle a su renouer très vite avec un mode de vie communautaire, dont elle retrouvait les automatismes au fur et à mesure de son déploiement. Un point de vue et un retour sur la Commune de Oaxaca. Édité également chez L'Insomniaque.

T



Des faucons sur le toit
de A. Ravayrol et D. Buhot | 35 min.

Le petit village de St Pons de Mauchien abrite dans l'Hérault la seconde colonie française, et la seule en milieu « urbain » d'un petit piaf rare : le Faucon crécerellette. Pendant la livraison à la cave coopérative où à l'apéro, les habitants du village parlent de cet oiseau qui a élu domicile sous leur toit, mais surtout de leur rapport à la nature, de la crise viticole, du métier qui ne rapporte rien, du projet de golf et des urbanisations pressantes, ces promesses de développement auxquelles ils ne croient déjà plus. La Salsepareille

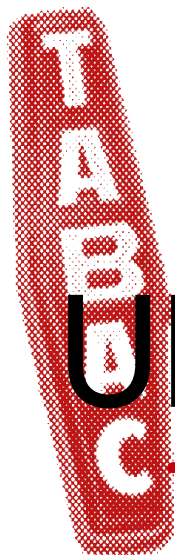


PERISCOPAGES

POUR VOIR LOIN SANS ETRE VU

CARACOL N°0

18



FIER COMME UN BAR t ABAC

Voilà donc vingt pages qui ont réussi à émerger de nos envies et de nos réflexions, tant bien que mal. Certes, il y a des erreurs de mise en pages, des coquilles par ci, des phrases mal formulées par là...mais on est fier-e comme un bar tabac de ce numéro zéro ! On ne sait pas trop où ça mènera, s'il faut proposer ou pas un abonnement, un prix libre ou le distribuer gratos : à l'heure actuelle on sait à peine à qui et où le diffuser, c'est dire !

Il nous a cependant paru nécessaire de clarifier d'où nous venons et qui a financé le premier tirage de ce numéro zéro. La plupart d'entre nous fait partie ou tourbillonne autour d'un réseau d'associations appelé le GRAPPE. Créé il y a 4 ans sous la bannière « *Écologie associative aux papilles alternatives* » par des étudiants, il a eu pour but de coordonner dans dix villes la Semaine de l'Environnement, un « *espace-temps* » où se côtoient réflexions, actions de rue, spectacles et concerts sur fond d'écologie et d'expérimentations sociales.

Entre temps, d'autres « projets » ont émergé et beaucoup sont sortis de cette bulle universitaire pour voguer entre petits contrats et RSA. Accrochés comme un bigorneau breton à son rocher battu par l'écume, il n'y avait pas de raison de quitter l'esquif du GRAPPE. Portée par diverses expériences d'écritures collectives, l'idée de bricoler un canard a vite germé au sein de ce réseau qui via son statut d'association et son compte en banque a pu sortir les quelques 288 euros nécessaires au tirage papier (et quelques heures d'un des salariés pour, entre autre, la mise en page).

Mais qu'à cela ne tienne, le journal veut avant tout s'autonomiser financièrement (et c'est pourquoi vous trouverez un appel à souscription) mais surtout être un espace d'expression et de réflexion ouvert où, comme mentionné dans l'édito, chacun peut écrire et participer à sa manière. Photos, écrits, réflexions, brèves, agenda, dessins, détournements, collages, la porte du hangar est grande ouverte !

Pour le prochain numéro, les thématiques suivantes sont esquissées, mas o menos : le travail en milieu agricole (et la question du wwoofing), le lien entre luttes sociales et expérimentations collectives à la campagne, l'intensification écologique comme nouveau dada des agromanagers....mais c'est pas gagné car on est aussi de sacrés glandeurs !

A la bonne vôtre!



APPEL A SOUSCRIPTION



Nous faisons un appel à souscription pour rembourser les 288 euros nécessaires au tirage papier de ce numéro zéro mais aussi pour permettre de sortir un vrai numéro 1 à plusieurs centaines d'exemplaires (et à la rigueur faire une belle fête!).

Vous pouvez donc signer un chèque à l'ordre du GRAPPE voire braquer un Crédit Agricole (on termine de tricoter nos cagoules en laine bio cévenole pour s'y mettre) et nous envoyer tout ça à :

Réseau GRAPPE c/o L'Ouvre Tête | UM2 – Pl. Eugène Bataillon
BP 32 34095 Montpellier

Vous pouvez envoyer aussi des bouquins, votre pinard, un reste de votre dernier méchoui et nous appeler au

04.67.14.30.94



WWW.RESEAUGRAPPE.ORG/CARACOL
RESEAUGRAPPE@GMAIL.COM

